

autogestion:

une confrontation positive

Une force qui surgit

DECEMBRE 1972, TOULOUSE: devant les délégués du PSU réunis en leur 8° Congrès, Victor Leduc et Maurice Najman, au nom des CIC et de l'AMR, après avoir salué le Congrès déclaraient souhaiter le regroupement politique de tous les révolutionnaires partisans de l'autogestion socialiste ».

FIN JANVIER 1973, REGION PARI-SIENNE: sept meetings se tiendront à Paris et en banlieue, organisés à l'initiative de l'AMR, des CIC, et du PSU, sur le thème: « Capitalisme d'Etat ou autogestion socialiste? »

Ces meetings ont été préparés par des discussions, non seulement au niveau national, mais aussi à la base, et orientées vers l'action, notamment grâce à des assemblées de militants des trois organisations qui tentèrent en commun de clarifier leur position sur l'axe central de l'autogestion.

Mais nous n'avons pas conçu ce regroupement comme une simple addition de forces politiques déjà existantes. Autour du projet autogestionnaire le mouvement dôit se restructurer pour donner naissance à une force révolutionnaire puissante.

C'est pourquoi nous avons voulu que ces meetings soient ouverts sans sectarisme à toutes les organisations politiques et syndicales qui, en France, se réclament de la gauche et de l'extrême-qauche.

Toutes furent invitées, peu d'entre elles acceptèrent le débat public. Certaines nous ont ignoré: PCF, CGT; d'autres nous répondirent négativement: LO, Ligue communiste. Le dialogue s'engagera avec ceux (CFDT, CERES, ORA) qui viendront en ce début février 73 débattre avec les militants présents à ces meetings.

Mais l'autogestion socialiste ne doit pas être simplement pour nous un projet de militants. C'est une espérance inscrite dans les luttes des masses populaires. C'est pourquoi, en popularisant ces meetings, les militants de l'AMR, des CIC et du PSU poseront autour d'eux, sur les lieux de travail, dans les quartiers, les écoles et les lycées, les questions aujourd'hui, décisives : « Qui contrôle ? Qui décide ? »

Emmanuel CAROUBE ■

Deux cents participants se sont retrouvés le week-end dernier lors de la Rencontre nationale sur le thème : « Autogestion et Révolution socialiste » organisée par 4 revues. Militants politiques ou syndicaux, hommes et femmes engagés dans des combats qui leur paraissent se situer dans la ligne d'un socialisme autogestionnaire, tous ceux qui étaient là ont travaillé pour que cette rencontre dépasse le strict cadre d'un débat théorique et constitue le point de départ d'une force politique nouvelle.

La présence lors de ces deux journées de militants politiques du PS et du CERES, de la Ligue Communiste, du PSU, des CIC, de l'AMR, d'Objectif Socialiste, de Vie Nouvelle et de militants syndicaux de la CGT, de la CFDT et de la FEN, prouve s'il en était besoin que les clivages d'aujourd'hui ne sont pas forcément significatifs. Nous publions cette semaine la déclaration finale des quatre revues organisatrices.

N tenant sur le thème « Autogestion et Révolution socialiste » une rencontre nationale largement ouverte aux militants et aux organisations qui inscrivent leur action ou leur réflexion dans la ligne du socialisme, les revues « Autogestion et socialisme », « Critique socialiste », « Objectif socialiste » et « Politique aujourd'hui », entendaient contribuer au débat qui est maintenant ouvert sur la voie du socialisme autogestionnaire.

une stratégie

Le mouvement de Mai 1968 a montré qu'il existe dans ce pays non seulement des militants mais des forces sociales considérables qui entendent passer à l'offensive contre le système capitaliste et le détruire. La lutte anticapitaliste se traduit par un faisceau de revendications qui doivent être satisfaites par le pouvoir. Mais le mouvement social manifeste aussi un ensemble d'aspirations qui concernent la nature même du pouvoir. Les luttes qui se sont développées depuis plusieurs années, tant dans l'entreprise, dans les quartiers et sur la terre, parmi les jeunes ou les femmes, montrent une volonté de contrôler son propre travail et toute sa vie, une volonté de se réapproprier ce qui est utilisé par une petite minorité pour son profit et



sa domination. Un tel mouvement social passe nécessairement au plan politique, c'est-à-dire à la mise en cause du pouvoir et du régime. Il lui faut alors, sous peine d'échouer ou d'aboutir à son contraire, s'exprimer à travers un projet, une stratégie. Il échouera en effet si ce mouvement reste éclaté, dispersé en des révoltes certes significatives, mais incapables en elles-mêmes de créer les conditions d'une révolution socialiste. Il aboutira à son contraire si le nouveau régime qu'il contribue à faire naître, crée de nouvelles formes d'exploitation et d'oppression : par une bureaucratie d'Etat, la dictature d'un parti ou certaines fractions de la bourgeoisie qui s'estiment injustement écartées du régime actuel.

Encore faut-il que le socialisme autogestionnaire devienne un véritable projet politique : sinon l'autogestion restera une utopie sympathique, un rêve généreux, et les travailleurs, découragés, n'auront plus qu'à se ranger derrière des organisations qui achèteront leur docilité au prix de quelques réformes, y compris telle ou telle mesure de « participation » que l'on baptisera autogestionnaire pour le besoin de la cause.

Ce projet ne se définit pas dans l'abstraction : il nécessite la confrontation des luttes, des expériences et des idées. La confrontation doit s'élargir au-delà des frontières : à partir des luttes ou de la recherche de nouvelles formes d'organisation, des problèmes du même type qu'en France se posent dans plusieurs autres pays, notamment européens. Mais elle doit s'approfondir en France même, entre les militants et les organisations directement concernées par le mouvement social et son débouché politique. Une prise de conscience s'effectue déjà parmi les travailleurs ; elle se développe aussi à travers les luttes des jeunes, des femmes, de minorités ethniques. Une force politique s'esquisse peu à peu, sur la base du socialisme autogestionnaire, dans un contexte où la question du régime est effectivement posée à un moment où le gaullisme s'effondre et où le pays peut envoyer une majorité de gauche au parlement en mars 1973. Le colloque organisé par nos quatre revues s'est efforcé de contribuer à l'élaboration du projet que nécessite la construction d'une force révolutionnaire et autogestionnaire. Ses débats ont porté d'abord sur l'analyse des luttes actuelles, dans leur forme et leur contenu, car elles sont

nécessairement à la base de toute réflexion sur l'autogestion. Ils ont porté ensuite sur les trois données fondamentales de tout projet qui fait de l'autogestion l'axe de la transformation sociale qui pourra commencer quand aura pris fin la domination politique de la bourgeoisie :

L'entreprise: La modification des conditions de travail au profit des travailleurs implique l'appropriation collective des moyens de production, mais elle demande en même temps la mise en cause de la hiérarchie, du type de produits, de l'organisation générale de la production.

Le pouvoir d'achat : Il ne s'agit pas de faire fonctionner l'Etat bourgeois par les mandataires des travailleurs, mais de jeter les bases d'un nouveau type de pouvoir, dont les travailleurs seront directement la source, appliquant euxmêmes les décisions qu'ils prennent.

La transformation des rapports sociaux : Elle n'est pas une sorte de récompense de la révolution socialiste ; elle est la condition essentielle de son triomphe. C'est pourquoi elle doit être engagée au départ même du processus révolutionnaire.

une espérance

Les rapports et les interventions ont permis de préciser ces questions et les perspectives ouvertes. La rencontre des 20 et 21 janvier aura ainsi fourni aux militants et aux organisations socialistes des éléments pour un débat qui doit se poursuivre. Aujourd'hui le régime de Pompidou n'arrive pas plus à dissimuler la crise du système capitaliste qu'à la résoudre. Une espérance est en train de naître chez les jeunes et les travailleurs. Pour qu'elle se réalise, il faut abattre le régime en place. Pour qu'elle ne soit pas déçue, il faut donner tout son sens au mouvement social qui commence. Dans une société telle que la nôtre, le socialisme autogestionnaire est la voie concrète de la révolution socialiste pour l'émancipation effective des travailleurs. Cette voie doit être ouverte, explorée, défendue dès maintenant si l'on veut que la crise du régime serve à la construction d'un autre avenir, où la liberté ne sera pas un vain mot.